

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Union
européenne/Consultations
citoyennes/Interventions de Mme
Nathalie Loiseau à Paris -
Syrie/Contribution de la France à la
conférence Bruxelles II - Liberté de
la presse/Rapport annuel de
Reporters sans frontières -
Santé/Journée mondiale de lutte
contre le paludisme - Situation au
Nicaragua - Russie
(Paris, 25 avril 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et la réponse suivantes :

1 - Union européenne - Consultations citoyennes - Interventions de Mme Nathalie Loiseau à Paris (25 avril 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, participe aujourd'hui à Paris à deux consultations citoyennes sur l'Europe.

Elle interviendra en début d'après-midi avec son homologue portugaise, la secrétaire d'Etat Ana Paula Zacarias, à la conférence "L'Union européenne au-delà du statu quo : le défi démocratique", organisée à la Fondation Calouste Gulbenkian.

En fin de journée, elle participera à la consultation citoyenne organisée par la Maison de l'Europe de Paris sur le thème "Le numérique et les médias font-ils bon ménage ?" avec un panel d'experts de l'éducation aux médias et de lutte contre la désinformation.

Ces deux événements sont ouverts au public et à la presse sur inscription.

2 - Syrie - Contribution de la France à la conférence Bruxelles II (Bruxelles, 25 avril 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a participé le 25 avril à la conférence Bruxelles II sur l'avenir de la Syrie et de la région.

Coprésidée par l'Union européenne et les Nations unies, cette conférence a permis de renforcer la réponse internationale aux conséquences humanitaires de la crise syrienne et d'améliorer le soutien aux réfugiés et pays hôtes.

À cette occasion, M. Jean-Baptiste Lemoyne a annoncé que l'effort français pour les années 2018-2020 s'élèverait à plus d'un milliard d'euros en faveur du peuple syrien et des communautés hôtes : près de 250 millions d'euros de dons et 850 millions d'euros de prêts. Cet engagement inclut le programme de réponse d'urgence de 50 millions d'euros pour la Syrie, annoncé le 16 avril par le président de la République.

Ces annonces s'inscrivent dans la continuité du soutien français, mis en place lors des conférences de Londres en février 2016 et de Bruxelles en 2017. Nous nous y étions engagés à apporter une aide de 1,1 milliard d'euros sur trois ans (2016-2018) : 200 millions de dons pour la Syrie et les pays voisins et 900 millions de prêts pour la Jordanie.

Ces montants permettront de venir en aide à la population syrienne et de créer en Syrie les conditions d'un retour volontaire, sûr et durable des réfugiés chez eux, le moment venu. Ils doivent également permettre d'accroître la résilience économique des pays qui accueillent des réfugiés, au premier rang desquels la Jordanie et le Liban.

En marge de la conférence, M. Jean-Baptiste Lemoyne est intervenu lors d'un événement co-organisé par la France sur la lutte contre l'impunité des crimes commis en Syrie. Il s'agit d'une priorité de l'action diplomatique de la France, qui a réitéré à cette fin son soutien à la commission d'enquête internationale et au mécanisme d'enquête international indépendant pour la Syrie, tous deux présents à cet événement. M. Jean-Baptiste Lemoyne a rappelé la détermination de la France à faire face à la menace des armes chimiques, qui représente un danger global et remet en cause l'autorité du droit international. C'est en ce sens que la France a lancé à Paris le partenariat international contre l'impunité d'utilisation des armes chimiques, qui a vocation à soutenir le travail engagé par les organisations internationales pertinentes, et de collecter, compiler et conserver toutes les informations disponibles sur les responsables de l'utilisation d'armes chimiques.

3 - Liberté de la presse - Rapport annuel de Reporters sans frontières (25 avril 2018)

Nous avons pris connaissance avec préoccupation des conclusions du dernier rapport de Reporters sans frontières, publié le 25 avril 2018 et faisant état d'une montée de l'hostilité envers les médias et les journalistes.

Dans un contexte de multiplication des crises, les journalistes sont de plus en plus des cibles. La défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, la protection des journalistes dans l'exercice de leur métier et la lutte contre l'impunité de ceux qui portent atteinte à ces principes fondamentaux sont des priorités de la politique étrangère de la France.

La France soutient ainsi de nombreuses initiatives : l'instauration, par la résolution 68/163 de

l'Assemblée générale des Nations unies, d'une journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes ; ou encore le projet de création d'un mandat de représentant spécial auprès du secrétaire général des Nations unies pour la protection des journalistes, comme le président de la République l'a rappelé en septembre dernier dans le cadre de l'assemblée générale des Nations unies. Nous soutenons également les efforts du secrétariat des Nations unies, en lien étroit avec l'ONG Reporters sans frontières, pour la mise en place d'un réseau de "points focaux" destiné à renforcer l'effectivité des mécanismes existants aux Nations unies.

La France travaille également dans le cadre des Nations unies au respect des principes de liberté de la presse et d'expression et appelle à la pleine mise en oeuvre des résolutions 1738 et 2222 adoptées respectivement le 23 décembre 2006 et le 27 mai 2015 par le Conseil de sécurité sur la protection des journalistes dans les conflits armés.

C'est pourquoi la France a pris l'initiative d'organiser à Paris le 4 avril la conférence internationale "sociétés civiles, médias et pouvoirs publics : les démocraties face aux manipulations de l'information" qui s'inscrit dans la ligne de la politique de la France en matière de protection de la liberté d'expression. Comme l'a rappelé à cette occasion M. Jean-Yves Le Drian, "le journalisme est un instrument de liberté sans lequel il ne peut y avoir d'exercice éclairé de la citoyenneté". Le droit d'informer ou d'être informé et la capacité à exprimer des points de vue critiques sont essentiels au débat démocratique.

Les campagnes de désinformation reposent sur l'utilisation massive et malveillante de l'espace numérique et constituent une menace pour la démocratie et une atteinte à la souveraineté des Etats visés. La diffusion d'informations fiables, vérifiées et solides, dans le respect du pluralisme des opinions, est un enjeu pour la démocratie.

Les journalistes et les personnels des médias y concourent activement par leur professionnalisme exigeant.

4 - Santé - Journée mondiale de lutte contre le paludisme (25 avril 2018)

Alors que la mortalité liée au paludisme avait marqué un recul de 60% entre 2000 et 2015, permettant d'éviter le décès de sept millions de personnes, l'Organisation mondiale de la santé alerte sur la stagnation des progrès dans la lutte contre cette pandémie. En 2016, on dénombrait 216 millions de cas de paludisme, soit 5 millions de cas supplémentaires par rapport à 2015 - ayant causé 445.000 décès, dont 91% survenus en Afrique.

Conformément à ses engagements en faveur des objectifs du développement durable, la France agit concrètement contre le paludisme.

Notre pays est le deuxième contributeur au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Avec plus de 9,1 milliards de dollars investis dans des programmes de lutte contre le paludisme depuis 2002 dans plus de 100 pays, celui-ci a permis la distribution de 795 millions de moustiquaires imprégnées et le traitement de 668 millions de

cas, réduisant ainsi de 50% le nombre de décès dans les pays d'intervention.

La France est également membre fondateur et premier bailleur d'Unitaid, qui consacre 225 millions de dollars à des actions de prévention, de diagnostic et de traitement contre le paludisme. L'organisation a notamment investi 68 millions de dollars dans un projet visant à évaluer l'efficacité chez les enfants de moins de cinq ans d'un traitement préventif administré pendant la saison des pluies. Entre 2015 et 2017, ce projet a permis d'éviter 10 millions de cas et 60.000 décès. Avec une couverture maximale de ce traitement préventif, ce sont 18 millions de cas de paludisme qui pourraient être évités d'ici 2022, sauvant ainsi plus de 100.000 vies.

Enfin, à travers l'Initiative "5%" de renforcement de capacités des pays francophones en appui aux subventions du Fonds mondial, mise en oeuvre depuis 2011 par l'opérateur du ministère de l'Europe et des affaires étrangères Expertise France, la France a également engagé plus de 14 millions d'euros via des missions d'assistance technique, des projets de long terme et le financement de projets de recherche opérationnelle.

L'Agence française de développement, l'industrie pharmaceutique, la société civile et la recherche participent également à la mobilisation de notre pays.

5 - Situation au Nicaragua

La France condamne les actes de violence survenus ces derniers jours au Nicaragua.

Elle présente ses condoléances aux proches des victimes.

La France encourage le Nicaragua à mettre en oeuvre rapidement le dialogue national annoncé hier afin de trouver une issue à la crise.

6 - Russie

Q - Qui représentera la France lors de la cérémonie d'investiture pour le nouveau mandat du président Vladimir Poutine le 7 mai ?

R - Nous vous communiquerons cette information en temps utile./.